

Brochure n° 3328

Convention collective nationale

IDCC : 2511. – **SPORT**

■ *Journal officiel* du 11 décembre 2008

**Arrêté du 3 décembre 2008 portant extension d'avenants
à la convention collective nationale du sport (n° 2511)**

NOR : MTST0828877A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 21 novembre 2006 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 8 juillet 2008, portant extension de la convention collective nationale du sport du 7 juillet 2005 et des textes la complétant ou la modifiant ;

Vu l'avenant n° 26 du 21 avril 2008, relatif au droit individuel à la formation, à la convention collective susvisée ;

Vu l'avenant n° 27 du 21 avril 2008, relatif aux certificats de qualification professionnelle, à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 17 octobre 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords) rendu lors de la séance du 27 novembre 2008,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale du sport du 7 juillet 2005, les dispositions de :

- l'avenant n° 26 du 21 avril 2008, relatif au droit individuel à la formation, à la convention collective susvisée ;

- l’avenant n° 27 du 21 avril 2008, relatif aux certificats de qualification professionnelle, à la convention collective susvisée.

L’article 8.2.1.1 de l’avenant n° 26 du 21 avril 2008 est étendu sous réserve de l’application des dispositions de l’article L. 6323-6 du code du travail, une convention ou un accord collectif de branche pouvant prévoir des modalités particulières de mise en œuvre du droit individuel à la formation, à la condition que le cumul des droits ouverts soit au moins égal à une durée de cent vingt heures sur six ans.

Le premier alinéa de l’article 8.2.1.1 de l’avenant n° 26 du 21 avril 2008 est étendu sous réserve de l’application des dispositions de l’article L. 6323-1 du code du travail, dans la mesure où, en fixant la détermination du droit individuel à la formation au 1^{er} janvier de chaque année, cet alinéa n’indique rien quant aux droits ouverts pour les salariés entrés ou partant en cours d’année.

Le cinquième alinéa de l’article 8.2.1.1 de l’avenant n° 26 du 21 avril 2008 est étendu sous réserve de l’application des dispositions de l’article L. 6323-2 du code du travail.

Le premier alinéa de l’article 8.2.3 de l’avenant n° 26 du 21 avril 2008 est étendu sous réserve de l’application des dispositions de l’article L. 6323-3 du code du travail dans la mesure où, les salariés titulaires d’un contrat à durée déterminée bénéficiant du droit individuel à la formation à due proportion du temps, et ceci à l’issue d’un délai déterminé par voie réglementaire, une information annuelle pour ces publics serait de nature à rendre inopérant l’exercice de ce droit.

Article 2

L’extension des effets et sanctions des avenants susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits avenants.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l’exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 décembre 2008.

Pour le ministre et par délégation :
*La sous-directrice des relations individuelles
et collectives du travail,*
E. FRICHET-THIRION

Nota. – Les textes des avenants susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/32, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.